

GHANA : FICHE PAYS - NOVEMBRE 2025

Catégorie OCDE (2025) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : CCC+, Caa1, B-
Change : Cedi ghanéen / Régime de change flottant dirigé

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : - 15% (inconditionnel) à - 45% (conditionnel) d'ici 2030

FORCES

- Potentiel agricole (cacao), minier (or, lithium) et pétrolier
- Secteur des services dynamique
- Stabilité politique et sociale
- L'un des meilleurs niveaux de gouvernance d'Afrique sub-saharienne

FAIBLESSES

- Situation de surendettement qui a conduit à un défaut souverain en 2022
- Recettes d'exportation vulnérables aux cours des matières premières (cacao, or, pétrole)
- Pressions persistantes à la baisse du cedi face au dollar

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Positive

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2025, la croissance pourrait être aussi dynamique qu'en 2024, compte tenu des bonnes performances observées au 1^{er} semestre. La consommation, portée par la désinflation rapide et la baisse des taux d'intérêt, pourrait permettre d'atteindre un taux de croissance de +5,8% en 2025 et 2026 selon BMI Fitch Solutions. Le pays bénéficie des cours élevés de l'or dont il est le premier producteur africain.
- Vulnérabilité des comptes publics : Après la restructuration de sa dette, le Ghana a engagé une consolidation budgétaire qui s'est interrompue en 2024, année électorale. Le nouveau gouvernement reste engagé dans un objectif de réduction du déficit, favorisé par la hausse des revenus aurifères et le programme de baisse de dépenses. Le déficit pourrait être ramené à -2,7% en 2026 selon le FMI, ce qui paraît toutefois optimiste après un déficit de -7,3% en 2025. La baisse du ratio d'endettement, grâce à la restructuration de la dette, devrait se poursuivre, favorisée par l'appréciation du cedi face au dollar qui réduit mécaniquement le stock de dette extérieure.
- Vulnérabilité extérieure : L'amélioration du solde courant depuis 2022, lié à la baisse des achats à l'étranger et à la suspension partielle du paiement d'intérêts dans le cadre de la restructuration de la dette extérieure, devrait se poursuivre en 2025-2026 (de l'ordre de 1,8% du PIB) avec les revenus d'exportation d'or et la modération des prix du pétrole importé. Le cedi a été l'une des devises les plus performantes début 2025. Malgré de nouvelles pressions à la baisse à partir de mai, le cours du cedi restait, en octobre 2025, de l'ordre de 20% plus élevé face au dollar qu'en janvier et la dépréciation devrait être atténuée par les mesures de contrôle des changes mis en place à l'été. L'augmentation des réserves de change devrait également améliorer la capacité d'intervention de la banque centrale pour défendre le cours de sa monnaie.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le niveau de capitalisation des banques s'est amélioré grâce au soutien financier de l'Etat. Mais le niveau des prêts non performants progresse (près de 22% en 2024). Les mesures annoncées en 2025 pourraient améliorer la situation en 2026-27. L'exposition des banques au souverain a diminué avec la restructuration de la dette mais reste relativement élevée.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : John Mahama, a remporté l'élection présidentielle de décembre 2024 alors que le président sortant Nana Akufo-Addo n'a pas brigué de troisième mandat, conformément à la Constitution. Le parti présidentiel (NDC) détient une large majorité parlementaire, ce qui devrait faciliter la mise en œuvre de réformes, alors que les défis économiques restent importants, et de mesures budgétaires potentiellement impopulaires. La situation sécuritaire reste fragilisée dans le nord-est du pays par des conflits interethniques, sans menacer la stabilité du pays.
- Climat des affaires : Le Ghana affiche un niveau de gouvernance parmi les plus élevés d'Afrique sub-saharienne mais ses progrès en matière de lutte contre la corruption restent insuffisants.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Ghana est particulièrement vulnérable aux changements climatiques qui affectent notamment son agriculture. Faible émetteur de CO₂ (121^{ème} sur 160 pays), le pays renforce toutefois son engagement envers l'Accord de Paris et s'est engagé à réduire ses émissions de manière inconditionnelle de 15% d'ici 2030 et jusqu'à 45% sous réserve de financements.

STRUCTURE DES ÉCHANGESPrincipaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Suisse	17,1%	Chine	19,2%
Afrique du Sud	16,0%	Inde	7,0%
Chine	8,9%	Pays-Bas	7,0%
Inde	7,4%	Royaume-Uni	6,2%
France (22 ^{ème})	1,1%	France (21 ^{ème})	1,4%

Source: FMI, DOT

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2021-2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Or	38,4%	Combustibles	20,0%
Hydrocarbures	26,5%	Machines, app. mécaniques	10,7%
Cacao	14,3%	Véhicules	9%
Fruits	3,4%	Matières plastiques	5,0%

Source: International Trade Center, CNUCED



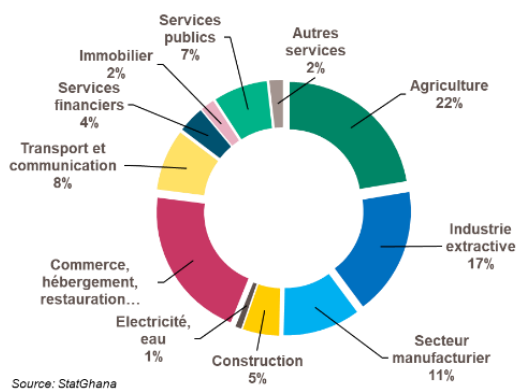
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GHANA	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	79,5	73,9	80,5	82,8	112,0	113,5	117,2
Rang PIB mondial	73	80	81	85	87	85	84
Population (Mns)	32,5	33,1	33,8	34,4	35,1	35,7	36,3
Rang Population mondiale	48	49	48	45	46	45	44
PIB / habitant (USD)	2 445	2 230	2 384	2 406	3 193	3 179	3 227
Croissance PIB (%) ⁽¹⁾	5,1	3,8	3,1	5,7	5,8	5,9	4,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,0	31,9	39,2	22,9	16,6	9,9	8,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	8,1	6,3	6,0	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	86,9	92,7	79,1	70,3	59,1	56,1	53,7
Solde public (% PIB)	-12,0	-11,8	-3,4	-7,3	-2,7	-1,9	-1,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	47,8	47,3	19,7	25,2	27,0	21,7	19,6
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-2,7%	-2,3%	-1,6%	1,1%	1,8%	1,7%	0,8%
IDE (% du PIB)**	3,0%	2,0%	1,6%	2,1%	1,8%	2,0%	2,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)	7,5	4,7	2,5	3,3	4,1	4,4	4,6
Dette extérieure totale (% PIB)	56%	61%	57%	52%	39%	38%	41%
Dette extérieure CT (% PIB)	6,5%	6,3%	4,7%	NA	NA	NA	NA
Taux de change	6,0	8,6	11,9	14,7	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	19,6	16,6	13,9	14,0	NA	NA	NA
Taux de NPL	15,1	14,8	20,6	21,8	NA	NA	NA
ROE	20,4	14,1	31,8	30,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	100	105	106	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (160 pays) ^a	119	119	121	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	109	110	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 10/2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics; (1) Prévisions BMI Fitch solutions à partir de 2025

^a Eurostat, ^b Notre Dame Global Adaptation Initiative, ^c Germanwatch

Ghana : part des secteurs dans le PIB (2024)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie encore très agricole avec la volonté de soutenir le secteur industriel**

Le secteur primaire représente plus de 20% du PIB, dominé par la culture de cacao dont le pays est le 2^{ème} producteur mondial (après la Côte d'Ivoire). La production a chuté de 40% entre la campagne de 2020/21 (1 Mt) et 2024/2025 (600 000 t) et devrait peu progresser en 2025/2026 (autour de 650,000 t annoncés). Cette évolution est liée notamment aux conséquences de maladies affectant les cacaoyers, d'événements climatiques et de destructions de plantations liées à l'orpaillage illégal¹. La revalorisation régulière des prix garantis aux producteurs (+12% en octobre 2025), dans un contexte de cours élevés sur les marchés mondiaux, vise à lutter contre les marchés parallèles et encourager la production. Le pays produit également du bois, de l'huile de palme, et des noix de kola.

L'industrie contribue à plus d'un quart du PIB, répartie entre les secteurs extractif (17% en 2024) et manufacturier (11%). A l'été 2025, le gouvernement a annoncé des mesures fiscales pour encourager la transformation agro-alimentaire. Premier producteur d'or d'Afrique depuis 2018 (devant le Soudan et l'Afrique du Sud), le pays est également producteur de pétrole depuis fin 2010. Le Ghana entend également développer la production de lithium (projet Ewoyaa)².

Les services (commerce, transports, intermédiation financière, services publics) **représentent environ 45 % du PIB** et emploient plus de 40 % de la population active. La digitalisation et [l'intégration de l'IA](#) figurent parmi les priorités du gouvernement.

- **Croissance plus dynamique en 2026**

L'activité a été très dynamique au T2 2025, progressant, comme au T1, de +6,3% en g.a. grâce à l'atténuation des tensions inflationnistes. Les secteurs des services et minier ont été particulièrement porteurs. **En 2025, la croissance pourrait ainsi atteindre +5,8% en 2025** selon BMI Fitch Solutions, soit proche de 2024 (+5,7 %), et nettement au-dessus de la prévision du FMI (+4%) établie avant la publication des données du T2, qui ont surpris à la hausse. L'acquis de croissance à l'issue du 1^{er} semestre 2025 est de près de 5 %³.

La croissance serait soutenue par la consommation en 2026, encouragée par la baisse continue du taux d'inflation (8% en octobre 2025 contre 23,8% en décembre 2024), grâce à la baisse (même modérée) des prix de l'énergie et à l'appréciation du cours du cedi face au dollar.

La Banque centrale (BOG), qui avait commencé à baisser son taux directeur en janvier 2024, a accéléré

l'assouplissement de sa politique monétaire en juillet (- 300 pb), septembre (-350 pb) et novembre (-350 pb) 2025, ramenant son taux à 18%. Elle compte sur le retour de l'inflation à un niveau conforme à sa cible (6-10%) d'ici fin 2025-début 2026 pour poursuivre ses baisses de taux. L'assouplissement monétaire, ainsi que le [plan d'infrastructures annoncé en octobre 2025](#) devraient soutenir les investissements privés mais modérément, le coût du crédit restant élevé.

Les prix de l'or sur le marché mondial devraient rester élevés et favoriser l'activité minière, qui va déjà bénéficier de l'extension de la mine d'Ahafo North et de l'ouverture de la nouvelle mine Black Volta. Le secteur agricole serait soutenu par la hausse (même modeste) de la production de cacao. Les contraintes budgétaires et la forte progression des importations, pourraient toutefois peser sur les perspectives de croissance.

Le FMI prévoit une croissance de +4,8% en 2026 et +4,9% en 2027, soit légèrement supérieure à la moyenne anticipée pour l'Afrique sub-saharienne (+4,4% et 4,5% respectivement). **BMI Fitch Solutions table sur le maintien en 2026 du rythme de croissance attendu pour 2025 (+5,9%)** et à +4,8% en 2027, en ligne avec le FMI. L'amélioration de la situation économique et financière du pays étant en grande partie liée à la forte augmentation des cours de l'or, un retournement du marché pourrait provoquer un nouvel effondrement de la devise et un regain d'inflation qui pèserait sur l'activité.

- **Le secteur bancaire est globalement résilient mais demeure fragile**

Le secteur bancaire ghanéen a résisté en 2023 face au ralentissement économique et à la mise en place du programme d'échange de la dette intérieure (DDEP), dans le cadre de la restructuration de sa dette domestique. L'Etat a mis en place un fonds (Ghana Financial Stability Fund (GFSF) pour aider les banques à financer leur recapitalisation. **Le ratio de fonds propres sur les actifs pondérés du risque moyen du secteur était de 14% fin 2024**. La majorité des établissements du secteur devraient, selon le FMI, respecter un ratio minimum de 13% (supérieur au seuil réglementaire de 10%) fin 2025. Mais certains (dont une banque publique) seraient plus en difficulté pour satisfaire ce ratio.

Le taux de prêts non performants (NPL) est en hausse à 21,8% à fin 2024 et 23,1% en juin 2025 selon Fitch Ratings. Il devrait cependant se réduire avec les mesures annoncées par la BOG en août 2025, obligeant les banques à maintenir leur taux de NPL inférieur à 10 % à partir de fin 2026. Le versement de dividendes sera alors interdit pour tout établissement dont le ratio dépasserait 15%.

¹ [L'activité minière illégale entraine la déforestation pour faciliter l'accès aux ressources en or.](#)

² <https://www.agenceecofin.com/premiere-mine-de-lithium>.

³ Croissance en moyenne annuelle si l'activité restait stable au 2^e semestre.



En juin 2025, les créances sur le gouvernement représentait 18% des actifs bancaires (près de 23% fin 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

• Retour à la discipline budgétaire

Après un nouveau dérapage des finances publiques en 2024, année électorale, le nouveau gouvernement ghanéen devrait renforcer la consolidation budgétaire. Il s'est engagé notamment à suspendre les nouvelles embauches de fonctionnaires et à plafonner les augmentations de salaires de la fonction publique.

Le niveau élevé des cours de l'or favorise nettement les recettes budgétaires qui devraient également augmenter avec la suppression de certaines exonérations et une réforme de la TVA prévue en 2026.

L'Etat vise un excédent primaire (hors intérêts de la dette) de +1,5% du PIB en 2025. La détermination des autorités locales à respecter le programme d'ajustement du FMI mais aussi l'évolution favorable des taux de change et d'intérêt qui atténue la charge de remboursement de la dette, devraient permettre une **nette amélioration du solde public dès 2025 (-3,7% du PIB) selon le FMI**. Le déficit pourrait continuer à se réduire par la suite et être inférieur à -2% du PIB en 2026-27, sous réserve que les Autorités ne relâchent pas leurs efforts après l'expiration de l'accord conclu avec le FMI (fin mai 2026). La réduction du déficit pourrait cependant être ralentie, notamment par le remboursement d'arriérés de l'Etat vis-à-vis d'entités publiques, d'un montant estimé à 8,4 % du PIB par le FMI à fin 2024⁴.

• La dette publique en net repli grâce à la restructuration et à l'appréciation du cedi

À la suite de son défaut, l'Etat ghanéen a procédé à la restructuration de sa dette domestique (47 % du total), en septembre 2023, puis de sa dette externe fin 2024.

Le FMI prévoit une baisse d'environ 10pp du ratio de dette publique fin 2025 à 59% du PIB⁵ (70% en 2024), principalement grâce à l'appréciation du cours du cedi face au dollar courant 2025. L'amélioration des finances publiques, une croissance relativement dynamique devraient permettre d'améliorer encore le ratio d'endettement. Toutefois, la recapitalisation du secteur bancaire (2,6% du PIB selon le FMI) et le soutien financier au secteur de l'énergie (1,7% PIB/an auxquels s'ajoutent les arriérés dus aux producteurs indépendants d'électricité) pourraient accroître les besoins de financement de l'Etat.

La structure de la dette devrait également évoluer. Faute d'avoir retrouvé un accès aux marchés

internationaux des capitaux, le Ghana doit se tourner vers le marché local et les sources de financement officielles pour couvrir ses besoins de financement. Une faible portion de la dette locale est détenue par les non-résidents (1,1% du PIB fin 2024 contre 6,2% du PIB en 2021).

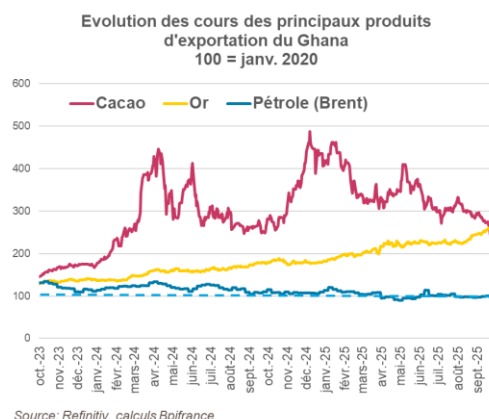
La charge de remboursement de la dette s'est nettement réduite. Le ratio de service de la dette (principal et intérêts) / revenus, qui avait atteint 127% en 2020 était de 47,8% en 2021 et devrait s'établir autour de 25% en 2025-26, ce qui reste élevé au regard du ratio médian des pays dont le rating est comparable à celui du Ghana (inférieur à 10% selon Fitch Ratings⁶). Les taux sur les titres de dette locaux à court terme (T Bills) ont fortement baissé, ramenés à 10,5% en septembre 2025 contre près de 30% fin octobre 2023, témoignant d'un regain de confiance sur le marché local.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Nette amélioration du solde courant grâce à la hausse du cours de l'or

Les exportations ghanéennes sont composées quasi exclusivement de produits primaires : or (près de 40 % du total), hydrocarbures (environ 25 %) et cacao (de l'ordre de 15 %). Le pays est donc exposé à l'évolution des prix mondiaux de ces matières.

Le Ghana a profité en 2024-25 de la forte augmentation des cours de l'or et du cacao qui a compensé la baisse des volumes de production de pétrole et de cacao et la modération des cours du brut.



Le pays est relativement peu exposé au marché américain qui représentait 5,4% des exportations en moyenne entre 2019 et 2024. Les droits de douane « réciproques » relevés de 10% à 15% concerneront surtout le secteur du cacao mais le poids des Etats-Unis (3% des ventes à l'étranger du secteur) en limite les conséquences, la production pouvant être réorientée vers d'autres marchés, surtout dans un contexte d'offre mondiale contrainte. **Le Ghana**

⁴ Créances dues à des producteurs d'électricité indépendants (IPP) et autres fournisseurs nationaux

⁵ y compris les arriérés domestiques de l'Etat estimés à 8,4% du PIB)

⁶ Pays en cat. B et C/D, le Ghana étant classé B-



devrait ainsi enregistrer un excédent courant de 1,8% du PIB en 2025, favorisé par de faibles échéances de remboursement de dette publique extérieure et des prix modérés du pétrole, dont le pays reste importateur net. En 2026, les exportations devraient restées stimulées par la hausse des volumes de production d'or, encouragée par le niveau élevé des cours mondiaux. La création en mai 2025 d'un organisme de régulation du secteur aurifère (GoldBod) devrait en outre favoriser la régularisation des productions des mines artisanales et leur traçabilité dans les échanges. La progression des importations devrait cependant réduire l'excédent courant, autour de 1% du PIB à l'horizon 2027.

• Restructuration de la dette externe

Après son défaut en décembre 2022, l'Etat ghanéen a conclu différents accords de restructuration :

- (i) Le protocole d'accord (MOU) ratifié en janvier 2025 avec le comité officiel des créanciers (OCC), pour la restructuration de sa dette officielle (5,4 Md\$) au titre du Cadre du G20 doit lui permettre d'économiser près de 2,8 Md\$ au titre du service de la dette. Le programme conclu avec le FMI en mai 2023 (3 Md\$) a contribué à renforcer la confiance des créanciers et favorisé la relative rapidité du processus⁷.
- (ii) avec un comité ad-hoc de créanciers privés détenant 40% des euro-obligations en circulation (13 Md\$) qui a permis une annulation de dette de 4,7 Md\$⁸ et un allègement du service de 4,4 Md\$.

Reste une dette commerciale de 2,7 Md\$ dont la restructuration est en cours de négociation et devrait aboutir fin 2025 / début 2026.

Le rendement des titres souverains, qui a culminé à 51 % en novembre 2022 était inférieur à 27 % fin octobre 2024, témoignant d'une atténuation du risque perçue par les investisseurs.

L'amélioration des relations avec les créanciers et de la situation économique et financière de pays ont conduit les agences à relever leur notation en 2025.

Agence	Date chgt rating	Rating	Pays de même cat. à date (exemples)
Fitch ratings	juin-25	RD->B-	Angola, Kenya, Tchad, El Salvador, Irak, Pakistan, Tunisie
Moody's	oct-25	Caa2->Caa1	Irak, Kenya, Tunisie, Pakistan, Sri Lanka, Argentine
S&P	mai-25	SD->CCC+	Burkina Faso, Mozambique, Rep. Congo, Sri Lanka

Fitch ratings prévoit des échéances de dette en devise de l'ordre de 1,4% du PIB en 2026 (1,9 Md\$) et 1,8% en 2027 et 2028 (2,6 Md\$). La situation de liquidité en devises s'est nettement améliorée en 2024 avec une hausse des réserves de la banque centrale qui devrait

se poursuivre. Le pays bénéficie en outre de financements du FMI et de la Banque Mondiale.

• Forte appréciation du cours du cedi face au dollar et hausse des réserves

Le Cedi (GHS) a perdu de la valeur face au dollar pendant plusieurs années mais s'est nettement apprécié en 2025, gagnant plus de 50% face au dollar entre fin avril et fin mai 2025. Cette évolution s'explique par l'affaiblissement du dollar mais aussi la forte progression des cours de l'or, premier poste d'exportation du pays. Par la suite, le cours de la devise ghanéenne s'est replié (-18% entre fin mai et mi-octobre), en lien avec la rapide baisse des taux d'intérêt de la BOG et une augmentation des demandes de devises des grandes sociétés, notamment minières et pétrolières. Face au risque de tensions sur les liquidités, la BOG a renforcé en août 2025 sa réglementation des changes pour limiter les retraits en devises des grandes entreprises auprès des banques commerciales. Malgré les pressions à la baisse, le cours du cedi restait, en octobre 2025, de l'ordre de 20% plus élevé qu'en début d'année. Les cours élevés de l'or et les interventions de la BOG devraient permettre une relative stabilité du cedi fin 2025 et en 2026.

Les réserves de la BOG atteignaient 11,1 Md\$ fin juin 2025 (or compris) contre 6,8 Md\$ en juin 2024. L'or représente toutefois près de 30% des réserves, limitant la disponibilité de liquidités en devises. En excluant l'or, le pays dispose de l'ordre de 4 mois d'importations de réserves (7% du PIB environ). Les tensions sur les liquidités devraient cependant être atténuées par l'obtention des financements internationaux, notamment des tirages sur la ligne FMI de 3,2 Md\$ accordée en mai 2023, dont le solde (400 M\$ environ) devrait être utilisé avant mai 2026.

4. ASPECTS POLITIQUES.

• Stabilité politique malgré l'alternance

John Mahama, ancien président de 2013 à 2017, a remporté les élections présidentielles de décembre 2024 (56,6% des voix) alors que le président sortant Nana Akufo Addo (du NPP -New Patriotic Party) avait renoncé à un 3^{ème} mandat, en application de la Constitution. Le parti présidentiel (NDC -National Democratic Congress) dispose d'une confortable majorité à l'Assemblée (184 sièges sur 276), facilitant la poursuite des réformes.

La baisse de l'inflation et une croissance plus soutenue, favorisant les emplois, devraient atténuer le mécontentement de la population qui a subi ces dernières années une détérioration de la situation économique. Les mesures de maîtrise budgétaires

⁷ Accord obtenu en moins de 15 mois contre plus de 20 mois pour le Tchad et des négociations toujours en cours pour la Zambie et l'Ethiopie qui ont fait appel au cadre commun en 2021.

⁸ Soit une décote de la dette de 37 %



risquent cependant de provoquer des déceptions. Le nouveau Président dispose de 4 ans avant les prochaines élections pour améliorer les conditions de vie des Ghanéens.

La situation sécuritaire se dégrade au nord-est du pays, théâtre de conflits interethniques récurrents, entre Mamprusi et Kusasi. Un couvre-feu a été décrété dans la région fin octobre 2024. En 2023, l'ONU, avait pointé les risques de radicalisation terroriste dans cette région proche du Burkina Faso. Les tensions devraient rester localisées sans fragiliser la stabilité du pays.

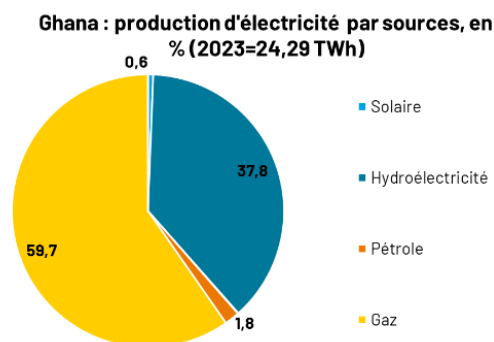
- **De bonnes performances en matière de gouvernance mais un niveau de corruption qui reste élevé**

Le Ghana est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne les mieux classés selon l'indice de gouvernance de la Banque mondiale, notamment en termes de liberté politique et de respect des lois. Le pays a cependant perdu 10 places dans l'indice de perception de la corruption 2023 de Transparency International (de 70^{ème} en 2023 à 80^{ème} en 2024). Son score a peu évolué (42 en 2024 contre 43 en 2023, comme en 2020) marquant une absence de progrès depuis plusieurs années dans ce domaine.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Ghana présente un niveau élevé de vulnérabilité aux risques physiques liés au changement climatique (110^{ème} sur 185 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain, en 2022), en particulier à cause des variations de températures et de précipitations erratiques qui affectent l'agriculture (notamment récoltes de cacao) et le tourisme.

Le Ghana affiche un niveau d'émissions de CO2 relativement faible (121^{ème} sur 160 pays en termes d'émissions par habitant en 2023), grâce à une part importante d'énergies renouvelables, notamment hydroélectrique (plus d'un tiers de la production électrique en 2022). Dans le cadre de l'Accord de Paris, le Ghana s'est engagé à réduire ses émissions de manière inconditionnelle de 15% d'ici 2030 et jusqu'à 45% sous réserve de financements. Dans cette optique, le Ghana développe les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire (projet portant sur huit centrales).



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

En octobre 2024, le Ghana a obtenu un financement de la Banque mondiale (prêt de 250 Md\$ et subvention de 10 Md\$), dans le cadre du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), pour renforcer la collecte et la distribution d'énergie.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.